



**Audit - Bureau de Paris**

16, rue de Monceau  
75008 Paris

T : +33(0) 1 47 27 70 43

[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

**Association FEPEM**

Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 79 rue de Monceau  
75008 PARIS

SIRET : 784 204 786 00072 - NAF : 9411Z

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

## **Association FEPEM**

Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 79 rue de Monceau

75008 PARIS

SIRET : 784 204 786 00072 - NAF : 9411Z

---

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Adhérents de l'**Association FEPEM**

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **FEPEM** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau exécutif.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

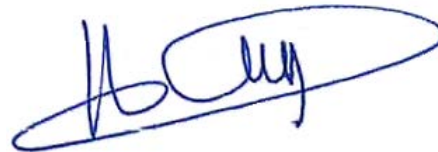
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 22 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO



Halima BENSALAH



# Comptes annuels

FEPEM

31/12/2023

Ce document contient 59 pages





FEPEM

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023 (Bilan)

## Sommaire

1	<i>Comptes annuels</i>	3
1.1	Bilan Actif	4
1.2	Bilan Passif	5
1.3	Compte de résultat	6
1.4	Annexe aux comptes annuels	8

# Comptes annuels





## FEPEM

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	1 660 456	1 114 488	545 968	283 914
	Immobilisations incorporelles en cours	301 106		301 106	144 425
	Avances et acomptes				
	TOTAL	1 961 563	1 114 488	847 074	428 340
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out.industriels	762 251	652 479	109 772	27 021
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	762 251	652 479	109 772	27 021
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	8 870		8 870	8 870
	Prêts				
Actif circulant	Autres	285 311		285 311	246 885
	TOTAL	294 181		294 181	255 755
	Total I	3 017 996	1 766 967	1 251 028	711 117
	Stocks et en cours				
	Créances <sup>(3)</sup>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	842 869	5 570	837 299	766 904
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	1 754 442		1 754 442	1 287 779
	TOTAL	2 597 311	5 570	2 591 741	2 054 684
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	2 635 988		2 635 988	1 938 990
	Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	237 970		237 970	448 793
	TOTAL II	5 471 270	5 570	5 465 700	4 442 467
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	8 489 266	1 772 537	6 716 728	5 153 584
	Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)			



## FEPEM

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	289 730	2 494 464
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		-2 558 836
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		254 521	354 102
Situation nette (sous-total)		544 251	289 730
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total I		544 251	289 730
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	288 671	172 316
Total II		288 671	172 316
Provisions	Provisions pour risques	16 000	16 000
	Provisions pour charges		10 765
Total III		16 000	26 765
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	134	106
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 148 770	1 457 771
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 939 353	1 591 223
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	107 122	
	Autres dettes	2 671 392	1 612 898
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	1 032	2 772
Total IV		5 867 805	4 664 772
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		6 716 728	5 153 584
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	134	106
	(2) Dont emprunts participatifs		

## FEPEM

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	15 108	23 862
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	348 068	424 557
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	328 051	622 297
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	18 951 742	15 180 270
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 549 369	1 713 328
	Utilisations des fonds dédiés	134 670	117 909
	Autres produits	139 428	111 331
	<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I</b>	<b>21 466 438</b>	<b>18 193 558</b>
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	7 925 025	6 247 499
	Aides financières		761 993
	Impôts, taxes et versements assimilés	873 349	689 170
	Salaires et traitements	6 674 268	5 720 299
	Charges sociales	3 095 835	2 633 100
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	215 287	192 239
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	251 025	66 234
	Autres charges	2 137 385	1 498 714
	<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II</b>	<b>21 172 176</b>	<b>17 809 251</b>
<b>1. Résultat d'exploitation (I-II)</b>		<b>294 261</b>	<b>384 306</b>

## FEPEM

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	9 196	7 705
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	9 196	7 705
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		9 196	7 705
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		303 458	392 011
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		833
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		833
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 000	10 000
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	7 000	10 000
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-7 000	-9 166
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		41 936	28 742
Total des produits (I + III + V)		21 475 635	18 202 096
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		21 221 113	17 847 994
EXCÉDENT OU DÉFICIT		254 521	354 102
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		230 754	129 359
Total		230 754	129 359
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		230 754	129 359
Total		230 754	129 359



KPMG ESC & GS  
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil  
Tour Eqho  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

# Association FEPEN

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos 31/12/2023

Montants exprimés en EUR

KPMG ESC & GS  
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil

Ce rapport contient 20 pages

## Table des matières

1	Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité	1
1.1	Objet social	1
1.2	Missions sociales réalisées	1
1.3	Description des moyens mis en œuvre	2
2	Faits majeurs de l'exercice	3
2.1	Événements principaux de l'exercice	3
2.2	Événements post-clôture	3
3	Principes, règles et méthodes comptables	4
3.1	Présentation des comptes	4
3.2	Méthode générale	4
3.3	Changement de méthode d'évaluation	4
3.4	Changement de méthode de présentation	4
4	Informations relatives au bilan	5
4.1	Actif	5
4.1.1	Tableau des immobilisations	5
4.1.2	Tableau des amortissements	5
4.1.3	Immobilisations incorporelles	5
4.1.4	Immobilisations corporelles	6
4.1.5	Immobilisations en cours	6
4.1.6	Immobilisations financières	7
4.1.7	Créances	7
4.1.8	Produits à recevoir	7
4.1.9	Charges constatées d'avances	8
4.2	Passif	8
4.2.1	Fonds propres	8
4.2.2	Provisions pour risques et charges	9
4.2.3	Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires	9
4.2.4	Fonds dédiés – Tableau de suivi	10
4.2.5	Etat des dettes	11
4.2.6	Fournisseurs et comptes rattachés	11
4.2.7	Dettes fiscales et sociales	11
5	Informations relatives au compte de résultat	12
5.1	Ventilation des produits d'exploitation	12
5.2	Ventilation de l'effectif moyen	12



5.3	Contributions volontaires en nature	12
5.4	Impôts sur les bénéfices	13
5.4.1	Ventilation	13
6	Autres informations	14
6.1	Informations relatives à la rémunération des dirigeants	14
6.2	Transactions non courantes	14
6.3	Honoraires des commissaires aux comptes	14
6.4	Informations spécifiques aux organisations syndicales et professionnelles	15
6.4.1	Ressources à retenir pour la détermination des seuils	15
6.4.2	Liste des organismes paritaires auxquels la FEPEM participe	15
6.5	Engagements hors bilan	15
6.6	Crédit-bail	16
6.6.1	Matériel informatique	16
6.6.2	Matériel informatique	16
7	Comptes annuels annexés des entités contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce	17

# 1 Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

## 1.1 Objet social

L'Association a pour objet :

- De représenter et de défendre les particuliers employeurs de France auprès des pouvoirs publics, notamment auprès des institutions régionales et départementales ainsi qu'à l'échelon national, européen et international ;
- De négocier et conclure des accords et conventions en sa qualité d'organisation professionnelle représentative des particuliers employeurs ;
- De promouvoir l'emploi au domicile auprès des interlocuteurs politiques, économiques et sociaux ;
- De contribuer à l'élaboration des politiques publiques dans le secteur de l'emploi direct à la personne, au développement et à la singularité de ce secteur ;
- De définir sa politique générale et de la mettre en œuvre ;
- De promouvoir au niveau local et national la diffusion de l'information sur les droits et obligations des particuliers employeurs ;
- De renforcer la représentativité de proximité en créant, en développant et en gérant des Délégations Territoriales ;
- D'animer, d'assurer la liaison et la coordination des Délégations Territoriales ;
- D'assurer l'accompagnement, la défense et la représentation de ses membres sur les territoires ;
- De proposer, directement ou indirectement à ses membres personnes physiques et morales, aux ressortissants de l'emploi direct à domicile et aux institutions concernées, des services en rapport avec le statut de particulier employeur ;
- D'assurer ou proposer sa propre représentation dans les instances ou organisations relevant du ou concernées par le secteur de l'emploi à domicile,
- De procéder à l'acquisition, la location ou la vente de tout immeuble dans l'intérêt de son fonctionnement ou de son développement.

## 1.2 Missions sociales réalisées

La FEPEM est présente sur le secteur du particulier employeur. Ce secteur représente 3.3 millions de particuliers employeurs et 1.4 million de salariés.

La FEPEM exerce les activités suivantes :

- Actions auprès des pouvoirs publics,
- Actions de communication sur le secteur de l'emploi entre particuliers,
- Représentation auprès des entités paritaires où la FEPEM siège,
- Déploiement du dialogue social de branche pour sécuriser et professionnaliser l'emploi à domicile,
- Réalisation de l'Observatoire des emplois et de la famille,



- Mise en place de coopérations avec les acteurs du secteur de l'emploi entre particuliers, avec l'Etat et les collectivités locales,
- Mise à disposition d'expertises sectorielles,
- Structuration du secteur dans le cadre du rapprochement des branches professionnelles et de l'opérationnalisation des droits,
- Accompagnement et information des particuliers employeurs dans le cadre de leurs relations avec leurs salariés.

### 1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les ressources de la FEPEM proviennent essentiellement des contributions patronales assises sur les salaires des emplois relevant de la nouvelle convention collective de la branche du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile. Ces fonds sont gérés dans le cadre Association paritaire nationale de gestion du fonds de développement du dialogue social et du paritarisme et du fonds d'information et de valorisation de l'emploi à domicile branche du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile (APNG2F). Ils financent les actions réalisées en France et en Europe par la FEPEM en direction du secteur, en relation avec le statut d'entité représentative des employeurs.

La FEPEM est partenaire des pouvoirs publics. A ce titre, elle bénéficie de subventions dans le cadre du déploiement de l'emploi à domicile (ex : CNSA, Conseils départementaux...)

La FEPEM bénéficie également des cotisations de ses adhérents.

Enfin, la FEPEM met à disposition des moyens et son expertise au service de ses partenaires du secteur.

Afin de réaliser ses missions, la FEPEM s'appuie sur les expertises complémentaires de ses 112 salariés (développement territorial, affaires publiques, droit social, communication, etc.), présents sur l'ensemble du territoire métropolitain et outre-mer.

Par ailleurs, les 117 élus des 13 délégations territoriales de la FEPEM sont de véritables ambassadeurs de l'emploi à domicile sur le territoire.

La FEPEM développe également des partenariats avec les acteurs du secteur.

## **2 Faits majeurs de l'exercice**

### **2.1 Événements principaux de l'exercice**

L'exercice est marqué par les éléments suivants :

- Le Lab Migration essaime en Ile de France avec une deuxième expérimentation lancée en mai 2023
- La FEPEM a organisé sa conférence de consensus au Havre sur le thème : Travail, emploi, domicile : incubateur (s) d'une migration citoyenne inclusive ?
- La FEPEM a participé aux 10 ans de l'EFFE
- La FEPEM a mis en place une nouvelle gouvernance issue d'une réforme statutaire et organisationnelle. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la présidence nationale de la FEPEM devient collégiale autour d'une co-présidence
- La FEPEM a lancé en novembre 2023 un nouveau site plus innovant, accessible et pédagogique, France Emploi Domicile, pour accompagner dans toutes les étapes de la relation de travail
- La semaine de l'intégration des étrangers primo-arrivants s'est déroulée en octobre 2023
- Le Conseil d'Orientation Prospective s'est réuni au cours du mois de décembre 2023

### **2.2 Événements post-clôture**

Néant

## **3 Principes, règles et méthodes comptables**

### **3.1 Présentation des comptes**

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

### **3.2 Méthode générale**

Les comptes annuels de la FEPEM ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant les règlements ANC 2018-06 et ANC 2020-08, le règlement CRC n°2009-10 du 3 décembre 2009 afférent aux règles comptables des organisations syndicales, ainsi que le règlement comptable ANC 2014-03.

Dans le cadre des dispositions de l'article L.2135-2 du Code du travail (présentation des comptes des entités contrôlées), la méthode b) dite « de l'agrafage » a été retenue (cf. §5).

### **3.3 Changement de méthode d'évaluation**

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

### **3.4 Changement de méthode de présentation**

Néant.

## 4 Informations relatives au bilan

### 4.1 Actif

#### 4.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 337 655	444 365	121 563	1 660 457
Immobilisations corporelles	648 665	115 728	2 141	762 251
Immobilisations financières	255 756	39 926	1 500	294 182
Immobilisations en cours	144 426	301 106	144 426	301 106
<b>TOTAL</b>	<b>2 386 501</b>	<b>901 125</b>	<b>269 630</b>	<b>3 017 996</b>

#### 4.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 053 740	182 311	121 563	1 114 488
Immobilisations corporelles	621 643	32 977	2 141	652 479
Immobilisations financières	-			
<b>TOTAL</b>	<b>1 675 384</b>	<b>215 288</b>	<b>123 704</b>	<b>1 766 967</b>

#### 4.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

##### 4.1.3.1 Principaux mouvements

Des immobilisations incorporelles ont été acquises au cours de l'exercice pour un montant global de 444 K€. Il s'agit principalement du nouveau site France Emploi Domicile lancé en novembre 2023. L'ancien site PE a été mis au rebut.

#### 4.1.3.2 Méthode d'amortissement

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Frais d'établissement	Linéaire	5 ans
Concessions et droits similaires	Linéaire	1 à 5 ans
Site internet et outil CRM	Linéaire	1 à 5 ans

#### 4.14 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

##### 4.14.1 Principaux mouvements

Des immobilisations corporelles ont été acquises au cours de l'exercice pour un montant global de 115 K€. Il s'agit essentiellement de matériel informatique, d'agencements et de nouveaux mobiliers.

Des mises au rebut ont été validées pour un montant de 2 K€.

##### 4.1.4.2 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Agencements, aménagements	Linéaire	de 3 à 10 ans
Matériel de bureau et info	Linéaire	de 1 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	de 5 à 10 ans

##### 4.1.5 Immobilisations en cours

A la clôture, des immobilisations en cours ont été comptabilisées pour un montant de 301 K€. Il s'agit principalement de coûts liés à la mise en place de la plateforme CPH.

#### 4.1.6 Immobilisations financières

*Participations et créances rattachées à des participations :*

Types d'immobilisations	Valeur
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Autres titres immobilisés	8 870
Dépôts et cautionnement	285 311

#### 4.1.7 Créances

Créances(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	842 869	842 869	
Autres	1 754 442	1 754 442	
Charges constatées d'avance	237 970	237 970	
<b>TOTAL</b>	<b>2 835 282</b>	<b>2 835 282</b>	<b>-</b>
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

#### 4.1.8 Produits à recevoir

	Montant
Créances clients et comptes rattachés - produits à recevoir	512 164
Personnel - produits à recevoir	
Charges sociales - produits à recevoir	17 771
Impôts et taxes - produits à recevoir	
Divers - produits à recevoir	11 913
Disponibilités - produits à recevoir	
<b>TOTAL</b>	<b>541 849</b>

#### 4.1.9 Charges constatées d'avances

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 237 970 € au 31 décembre 2023.

Elles concernent essentiellement des charges de location, des abonnements ...relatifs à l'exercice 2024.

## 4.2 Passif

### 4.2.1 Fonds propres

#### 4.2.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
Variation des fonds propres	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	2 494 465	-	2 204 734		289 730
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves	-				-
Report à nouveau	- 2 558 837	354 103	2 204 734		-
Excédent ou déficit de l'exercice	354 103	- 354 103	254 521	-	254 521
<b>Situation nette</b>	<b>289 730</b>	<b>-</b>	<b>254 521</b>	<b>-</b>	<b>544 251</b>
Fonds propres consommables					-
Subventions d'investissement					-
Provisions réglementées					-
<b>TOTAL</b>	<b>289 730</b>	<b>-</b>	<b>254 521</b>	<b>-</b>	<b>544 251</b>

#### 4.2.1.2 Autres Fonds propres

Néant.



## 4.2.2 Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	16 000	-		16 000
Provisions pour charges	10 765	-	10 765	-
<b>TOTAL</b>	<b>26 765</b>		<b>10 765</b>	<b>16 000</b>

La provision pour risque d'un montant de 16 k€ correspond à un ancien litige.

## 4.2.3 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Il n'a pas été provisionné d'engagement pour indemnité de retraite. Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice 2023 s'élève à 15 470 €.

Conformément à la dernière mise à jour de la recommandation ANC 2013-02 du 7-11-2013 modifiée le 5 novembre 2021, la Société a décidé d'adopter la nouvelle méthode de répartition des droits à prestations de ses régimes à prestations définies en vertu desquels une indemnité n'est due que si le salarié est présent à la date de son départ en retraite, dont le montant dépend de l'ancienneté, et est plafonnée à un certain nombre d'années de services consécutives.

Ce montant a été évalué selon les hypothèses suivantes :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié: 64 ans
- Taux d'actualisation : 3.70 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1 %
- Pour la prise en compte de la probabilité de turnover, nous avons utilisé les données de la société sur les trois derniers exercices.
- Pour la prise en compte du risque de mortalité, le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles de l'Insee distinctes hommes/femmes.

Le pourcentage de cotisations/contribution sociales « patronales » probable retenu à payer sur ces indemnités est de 60 %.

## 4.2.4 Fonds dédiés – Tableau de suivi

### 4.2.4.1 Contributions financières affectées

Variation des fonds dédiés issue de	Montant en début d'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>Subventions de fonctionnement</b>	<b>172 318</b>	<b>251 025</b>	<b>134 670</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>288 672</b>	<b>-</b>
FIVED CRM	116 019	-	77 843			38 176	
FIVED Switch et Uxui	56 299		13 247			43 052	
FIVED Simulateur AM		160 909	16 731			144 179	
FIVED Refonte Site Fepem.fr		90 116	26 850			63 266	
CNSA	-	-				-	
<b>TOTAL</b>	<b>172 318</b>	<b>251 025</b>	<b>134 670</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>288 672</b>	<b>-</b>

Des financements affectés par le FIVED aux financements d'immobilisations ont été reçus en 2023 et les années antérieures. Les immobilisations concernées étant en cours de réalisation, les fonds ainsi reçus ont été enregistrés en fonds dédiés. Ils seront repris au résultat au rythme des amortissements après leur mise en service.

#### 4.2.5 Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :	135	135	-	-
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 148 771	1 148 771		
Dettes fiscales et sociales	1 939 353	1 939 353		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	107 122	107 122		
Autres dettes	2 671 393	2 671 393		
Produits constatés d'avance	1 032	1 032		
<b>TOTAL</b>	<b>5 867 806</b>	<b>5 867 806</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	-			

(b) non compris avances et acomptes reçus sur commandes en cours

#### 4.2.6 Fournisseurs et comptes rattachés

	Nature	Montant
Fournisseurs	Biens et Services	693 828
Factures non parvenues		454 942

#### 4.2.7 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales se composent au 31 décembre 2023 principalement de :

- Comité d'entreprise	:	14 848 €
- De la provision pour congés payés	:	544 240 €
- De charges sociales à payer + primes	:	1 127 391 €
- TVA (à décaisser, collectée, sur FAE)	:	195 551 €
- D'autres charges à payer	:	3 843 €

## 5 Informations relatives au compte de résultat

### 5.1 Ventilation des produits d'exploitation

	<b>2023</b>
Cotisations	15 108
Ventes de prestations de services	348 068
Subventions d'exploitation	328 051
Contributions financières (fonds du paritarisme et FIVED)	18 951 743
Transferts de charges et reprises de provision	1 549 370
Utilisation de fonds dédiés	134 670
Autres produits	139 428
<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>21 466 438</b>

### 5.2 Ventilation de l'effectif moyen

Catégories	Personnel salarié
Cadres	95
Employés	17
-	
<b>TOTAL</b>	<b>112</b>

### 5.3 Contributions volontaires en nature

Afin de réaliser son objet social, la FEPEM bénéficie de l'investissement de ses bénévoles (administrateurs, élus, ...). En 2023, le temps passé par ces bénévoles a été évalué par la mise en place d'un suivi des temps de présence et d'activité ainsi que de préparation. Cela concerne en 2023, 67 élus pour une valorisation évaluée à 230 754 € (SMIC horaire chargé), soit près de 8 134 heures.

La FEPEM ne bénéficie pas d'autres contributions volontaires en nature.

## 5.4 Impôts sur les bénéfices

### 5.4.1 Ventilation

	Résultat courant	Résultat exceptionnel (et participation)
Résultat avant impôts	204 625	
Impôts : - au taux de 15 %	- 6 375	
crédit impôt Mécénat		
- au taux de 25%	- 40 531	
Résultat après impôts	157 719	

Un impôt d'un montant de 46 906 € est dû sur l'activité « secteur imposable »

## 6 Autres informations

### 6.1 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevée à 189 899 € en 2023.

L'indemnisation brute de la Présidente statutaire en charge de la négociation du dialogue social et de la vie statutaire a été de 62 322 €, selon la décision du Conseil d'Administration. Les remboursements de frais sur justificatifs ont été de 15 674 €.

L'indemnisation brute de la Présidente en charge du mouvement et des territoires a été de 25 662 €, selon la décision du Conseil d'Administration. Les remboursements de frais sur justificatifs ont été de 3 946 €.

L'indemnisation brute de la Présidente en charge de la stratégie sectorielle a été de 47 658 €, selon la décision du Conseil d'Administration. Les remboursements de frais sur justificatifs ont été de 34 637 €.

### 6.2 Transactions non courantes

Néant

### 6.3 Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires versés aux commissaires aux comptes	Bakertilly Strego
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	16 191 €
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal	
Honoraires totaux	16 191 €

## 6.4 Informations spécifiques aux organisations syndicales et professionnelles

### 6.4.1 Ressources à retenir pour la détermination des seuils

Ressources de l'année	
Cotisations reçues	15 108
- Reversements de cotisations	
Subventions reçues nettes de fonds dédiés	211 697
Autres produits d'exploitation perçus	20 988 609
Produits financiers perçus	9 197
<b>Total des ressources hors exceptionnel</b>	<b>21 224 610</b>

Le fait générateur des cotisations est l'encaissement de la cotisation.

### 6.4.2 Liste des organismes paritaires auxquels la FEPEM participe

La FEPEM participe à plusieurs organismes paritaires en sa qualité d'organisation représentative.

- Groupe IRCEM
- APNG2F
- APNI
- OGN Santé au travail

## 6.5 Engagements hors bilan

La CNSA subventionne le projet de la FEPEM relatif à l'accompagnement des particuliers employeurs en situation de perte d'autonomie et de handicap pour les années 2018 à 2021. La convention a été prolongée jusqu'en 2023 suite à un avenant signé au 31/12/2021. Le coût global des actions s'élève à 1 701 K€. Pour la réalisation de ce programme, la participation de la CNSA est fixée, par année, à hauteur de 60% du coût global des actions, soit un montant total maximum de 1 021 K€.





## 6.6 Crédit-bail

### 6.6.1 Matériel informatique

Nature du bien	:	matériel informatique divers
Date de début de location	:	1 <sup>er</sup> novembre 2020 reporté de 12 mois
Durée de la location	:	36 mois
Montant du loyer mensuel	:	548 € HT
Valeur résiduelle en fin de contrat	:	0

### 6.6.2 Matériel informatique

Nature du bien	:	matériel informatique divers
Date de début de location	:	1 <sup>er</sup> novembre 2020 reporté de 12 mois
Durée de la location	:	36 mois
Montant du loyer mensuel	:	969 € HT
Valeur résiduelle en fin de contrat	:	0

## 7 Comptes annuels annexés des entités contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce

Dans le cadre des dispositions de l'article L.2135-2 du Code du travail (présentation des comptes des entités contrôlées), la méthode b) a été retenue.

Les entités, dont les comptes sont annexés, sont les suivantes :

- Le GIE - Particulier Employeur, contrôle exclusif,
- Le Fonds de dotation « Fondation du domicile »,

Les comptes annuels des entités du périmètre, certifiés par un commissaire aux comptes, sont annexés ci-après.

Entité contrôlée	Nature du lien de contrôle	% d'intérêt	Résultat comptable	Situation nette	Identité du commissaire aux comptes
GIE- PE	Exclusif	nul	0	0	Claire Fournier
FONDS DE DOTATION	Exclusif	nul	196 033	566 553	Bakertilly Strego



Marie France HUYGHE BURNOG

Claire FOURNIER

Marc LEVILLY

Antoine MASSON

Commissaires aux Comptes

Experts-comptables

**GIE PARTICULIER EMPLOI**

GIE au capital de 0 €

**Siège social : 66 Avenue du Maine**

**75014 PARIS 14**

848 296 190 RCS DE PARIS

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Relatif à l'exercice clos le 31/12/2023*

EXPERTISE

AUDIT

CONSEIL

UNICITE  
4, rue Alfred Kastler  
14000 CAEN  
Tél : 02.31.94.55.80  
[caen@cogediac.com](mailto:caen@cogediac.com)  
[www.cogediac.com](http://www.cogediac.com)

SAS au capital de 500 000 €  
Siret 392 219 317 00071  
RCS CAEN B 392 219 317  
FR 45 392 219 317 – NAF 6920Z  
Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Normandie  
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Caen

**GIE PARTICULIER EMPLOI**  
GIE au capital de 0 €  
Siège social : 66 Avenue du Maine  
75014 PARIS 14  
848 296 190 RCS DE PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
*Exercice clos au 31/12/2023*

À l'Assemblée Générale,

**Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par les statuts, j'ai effectué l'audit des comptes annuels du GIE PARTICULIER EMPLOI relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du GIE PARTICULIER EMPLOI à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Principes et méthode comptables

L'Annexe aux comptes annuels présente les principes et méthodes comptables appliqués pour l'établissement des états financiers. J'ai vérifié le caractère approprié de ces principes.

Présentation d'ensemble

La répartition des dépenses du Groupement est réalisée selon une clé de répartition validée en conseil d'administration.

Je me suis assurée de sa correcte application, et, je me suis assurée de la réciprocité de ces sommes dans les comptes des membres et de leur justification par des documents probants.

Par ailleurs j'ai validé l'information donnée en annexe expliquant le changement de comptabilisation des refacturations aux membres du groupement affectant la comparabilité du chiffre d'affaires.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du GIE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le GIE ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre GIE.

Fait à Caen, le 28 mars 2024  
Le Commissaire aux comptes

**CLAIRE FOURNIER**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Claire Fournier', is written over a large, faint oval shape.

## ANNEXES

### Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du GIE à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Actif			Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Capital souscrit non appelé						
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de développement				
		Concessions, brevets et droits similaires	24 000	17 613	6 386	11 186
		Fonds commercial (1)				
	Immobilisations corporelles	Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours	54 687		54 687	
		Avances et acomptes				
		TOTAL	78 687	17 613	61 074	11 186
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst. techniques, mat. out. industriels	54 756	23 807	30 949	39 264
		Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	Immobilisations en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL	54 756	23 807	30 949	39 264	
	Immobilisations financières	Participations évaluées par équivalence				
Autres participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immob. de l'activité de portefeuille						
Immobilisations financières	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres Immobilisations financières	70 423		70 423	60 991	
	TOTAL	70 423		70 423	60 991	
Total de l'actif Immobilisé			203 867	41 420	162 447	111 442
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements				
		En cours de production de biens				
		En cours de production de services				
		Produits intermédiaires et finis				
	Créances	Marchandises				
		TOTAL				
		Avances et acomptes versés sur commandes	1 260		1 260	
		Clients et comptes rattachés	652 972		652 972	1 293 172
	Divers	Autres créances	299 412		299 412	127 327
		Capital souscrit et appelé, non versé				
		TOTAL	952 384		952 384	1 420 499
		Divers	Valeurs mobilières de placement			
(dont actions propres : )						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	367 563			367 563	518 825	
Charges constatées d'avance	TOTAL	367 563		367 563	518 825	
		95 090		95 090	143 388	
	TOTAL	95 090		95 090	143 388	
	Total de l'actif circulant			1 416 297		1 416 297
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des emprunts						
Écarts de conversion actif						
TOTAL DE L'ACTIF			1 620 165	41 420	1 578 745	2 194 156
Renvois : (1) Dont droit au bail						
(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières						
(3) Dont créances à plus d'un an (brut)						
Clause de réserve de propriété			Immobilisations	Stocks	Créances clients	



## GIE Particulier Emploi

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Capitaux propres	Capital (dont versé : )		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Ecart de réévaluation		
	Ecart d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau		
Aut. fonds propres	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)		
	Situation nette avant répartition		
	Subvention d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total			
Provisions	Titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total			
Dettes	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total		
	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	317	
	Emprunts et dettes financières divers (3)	215 707	1 273 079
	Total	216 025	1 273 079
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)		
Dettes	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	802 365	604 686
	Dettes fiscales et sociales	560 354	261 947
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		54 443
	Instruments de trésorerie		
Total		1 362 719	921 077
Produits constatés d'avance			
Total des dettes et des produits constatés d'avance		1 578 745	2 194 156
Écarts de conversion passif			
TOTAL DU PASSIF		1 578 745	2 194 156
	Crédit-bail immobilier		
	Crédit-bail mobilier		
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an		
	à moins d'un an		
Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		1 578 745	2 194 156
(3) dont emprunts participatifs			

		France	Exportation	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises				
	Production vendue : - Biens				
	- Services	4 043 829		4 043 829	662 714
	Chiffre d'affaires net	4 043 829		4 043 829	662 714
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Produits nets partiels sur opérations à long terme				
	Subventions d'exploitation			610	35 452
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			159	312
	Autres produits				
Total				4 044 598	698 479
Charges d'exploitation (2)	Marchandises Achats				
	Variation de stocks				
	Matières premières et autres approvisionnements Achats				
	Variation de stocks				
	Autres achats et charges externes (3)			2 389 680	1 720 012
	Impôts, taxes et versements assimilés			126 491	120 791
	Salaires et traitements			1 036 827	958 191
	Charges sociales			417 584	340 186
				17 764	11 690
	Dotations d'exploitation sur immobilisations amortissements provisions				
Autres charges	sur actif circulant				
	pour risques et charges				
Total				56 249	11 640
Total				4 044 598	3 162 511
Résultat d'exploitation A					-2 464 032
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée B				2 464 032
	Perte supportée ou bénéfice transféré C				
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)				
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)				
	Autres intérêts et produits assimilés (4)				
	Reprises sur provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total					
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions				
	Intérêts et charges assimilées (5)				
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total					
Résultat financier D					
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D) E					

## GIE Particulier Emploi

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et transferts de charge		
	Total		
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	Total		
Résultat exceptionnel		F	
Participation des salariés aux résultats		G	
Impôt sur les bénéfices		H	
BÉNÉFICE OU PERTE ( ± E ± F - G - H )			
Renvois			
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier		
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		



## Table des matières

Faits caractéristiques	3
1.1 Principes, règles et méthodes comptables	3
2 Informations relatives au bilan	4
2.1 Actif	4
2.1.1 Immobilisations	4
2.1.2 Créances	4
2.1.3 Charges constatées d'avance	5
2.2 Passif	5
2.2.1 Tableau de variation des fonds propres	5
2.2.2 Dettes financières	5
2.2.3 Autres dettes	5
3 Informations relatives au compte de résultat	7
3.1 Ventilation du chiffre d'affaires	7
3.2 Participation des membres	7
4 Autres informations	8
4.1 Effectif moyen	8



## Faits caractéristiques

### 1.1 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général selon le règlement de l'ANC 2014.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Pour l'exercice 2023, une modification de la comptabilisation des refacturations envers les membres du groupement a été opérée.

Contrairement à l'exercice précédent, la contribution des membres à l'ensemble des frais liés au GIE est comptabilisé dans une subdivision des comptes de chiffre d'affaires.



## 2 Informations relatives au bilan

### 2.1 Actif

#### 2.1.1 Immobilisations

	Montant
Immobilisations incorporelles	24 000
Immobilisations corporelles	54 756
Immobilisations incorporelles en cours	54 687
Immobilisations financières	70 423
<b>Total</b>	<b>203 866</b>

#### 2.1.2 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

##### 2.1.2.1 Classement par tiers

	Montant
Créances clients – IRCEM	229 232
Créances clients – FEPEM	181 977
Créances clients – Autres	122 232
Factures à établir – IRCEM	44 273
Factures à établir – FEPEM	51 282
Factures à établir – Certification & Compétences	23 976
<b>Total</b>	<b>652 972</b>

##### 2.1.2.2 Produits à recevoir

Néant.



### 2.1.3 Charges constatées d'avance

	Montant
Locations	52 679
Charges locatives	7 631
Redevances	17 423
Autres	17 357
<b>Total</b>	<b>95 090</b>

## 2.2 Passif

### 2.2.1 Tableau de variation des fonds propres

Néant.

### 2.2.2 Dettes financières

#### 2.2.2.1 Classement par échéance

Néant.

### 2.2.3 Autres dettes

#### 2.2.3.1 Classement par tiers

Autres dettes	Montant
Compte courant Ipéria	
Compte courant IRCEM	100 894
Compte courant FEPEM	114 814
<b>Total</b>	<b>215 708</b>



CERTIFIÉ CONFORMÉ  
La Comptabilité aux Comptes

2.2.3.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	802 365
Dettes fiscales et sociales	560 354
Autres dettes	
<b>Total</b>	<b>1 362 719</b>





VERIFIÉ CONFORMÉ  
Commissaire aux Comptes

GIE Particulier Emploi

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

KPMG S.A.

11 mars 2024

### 3 Informations relatives au compte de résultat

#### 3.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Nature de produits	Montant
Participation - Membres	3 453 247
Prestations de services – Non-membres	101 860
Prestations de services – Membres	488 723
<b>Total</b>	<b>4 043 830</b>

Ces contributions sont facturées au temps passé ainsi que des frais de fonctionnement.

#### 3.2 Participation des membres

Le total des dépenses mis à la charge des membres est de 3 453 247 €.

La répartition du coût entre les membres est la suivante :

- FEPEM : 1 356 539 € ;
- IRCEM : 1 067 882 € ;
- IPERIA : 1 028 826 €.



#### 4 Autres informations

##### 4.1 Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	10
Employés	17
Total	27

##### 4.2 Mise à disposition gratuite de la marque France Emploi Domicile

Pour l'année 2023, il a été convenu que la marque France Emploi Domicile est mise à disposition de façon gratuite, pour la partie développée par la FEPEM. Une facturation sera mise en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.



**Audit – Bureau de Paris**  
16 rue de Monceau

75008 Paris

**T** : +33 (0)1 47 27 70 43

**www.bakertilly.fr**

**FONDS DE DOTATION DE L'EMPLOI A DOMICILE  
PREFIGURANT LA FONDATION DU DOMICILE**

Fonds de dotation régie par la loi n°2008-776 du 4 août 2008  
et le décret n°2009-158 du 11 février 2009  
Déclaré le 28 juillet 2015 à la Préfecture de Paris

Siège social : 66, avenue du Maine  
75014 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.  
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

## **FONDS DE DOTATION DE L'EMPLOI A DOMICILE PREFIGURANT LA FONDATION DU DOMICILE**

Fonds de dotation régie par la loi n°2008-776 du 4 août 2008

et le décret n°2009-158 du 11 février 2009

Déclaré le 28 juillet 2015 à la Préfecture de Paris

Siège social : 66, avenue du Maine

75014 PARIS

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Administrateurs du Fonds de dotation de l'emploi à domicile préfigurant la Fondation du Domicile

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de dotation de l'emploi à domicile préfigurant la Fondation du Domicile relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de dotation à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 26 février 2024

Le Commissaire aux Comptes  
**BAKER TILLY STREGO**



Halima BENSALAH

# Fonds de dotation de l'Emploi à domicile

## Comptes annuels

Exercice du 01/01/2023

31/12/2023

### Bilan actif

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	56 962	21 309	35 653	6 607
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériels et outillages industriels	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	5 059	316	4 743	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
<b>Biens reçus par legs ou donations</b>	-	-	-	-
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	50	-	50	50
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
<b>Total I</b>	<b>62 071</b>	<b>21 625</b>	<b>40 446</b>	<b>6 657</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approv.	-	-	-	-
En cours de production de biens	-	-	-	-
En cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Marchandises	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
<b>Créances</b>				
Usagers et comptes rattachés	-	-	-	-
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres créances	300 000	-	300 000	50
<b>Divers</b>				
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Instruments de trésorerie	-	-	-	-
Disponibilités	1 322 634	-	1 322 634	1 262 285
Charges constatés d'avance	16 553	-	16 553	-
<b>Total II</b>	<b>1 639 187</b>	<b>-</b>	<b>1 639 187</b>	<b>1 262 335</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-
Ecart de conversion - Actif (V)	-	-	-	-
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 701 258</b>	<b>21 625</b>	<b>1 679 633</b>	<b>1 268 992</b>

# Fonds de dotation de l'Emploi à domicile

## Comptes annuels

Exercice du 01/01/2023

au 31/12/2023

### Bilan passif

	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
Réserves pour projets de l'entité	-	-
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	196 033	26 875
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>566 553</b>	<b>370 520</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
<b>Total I</b>	<b>566 553</b>	<b>370 520</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	735 976	618 476
<b>Total II</b>	<b>735 976</b>	<b>618 476</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour charges	-	-
<b>Total III</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	319 042	166 996
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	8 062	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	50 000	113 000
Instruments de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	-	-
<b>Total IV</b>	<b>377 104</b>	<b>279 996</b>
Ecart de conversion passif (V)	-	-
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 679 633</b>	<b>1 268 992</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	377 104	279 996
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



# Fonds de dotation de l'Emploi à domicile

## Comptes annuels

Exercice du 01/01/2023

au 31/12/2023

### Compte de résultat

	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	-	-
Ventes de biens et de services	-	-
Ventes de biens	-	-
Dont ventes de dons en nature	-	-
Ventes de prestations de services	-	-
Dont parrainages	-	-
Produits de tiers financeurs	650 000	500 000
Concours publics et subventions d'exploitation	-	-
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-
Ressources liées à la générosité du public	500 000	500 000
Dont Dons manuels	-	-
Dont Mécénats	500 000	500 000
Dont Legs, donations et assurances-vie	-	-
Contributions financières	300 000	-
Reprises sur amort, dépréciations, provisions et transferts de charges	-	-
Utilisation des fonds dédiés	232 500	288 564
Autres produits	-	-
<b>Total I</b>	<b>1 182 500</b>	<b>788 564</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	-	-
Variation des stocks	-	-
Autres achats et charges externes	369 462	207 101
Aides financières	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	167	20
Salaires et traitements	5 306	-
Charges sociales	2 627	-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	12 773	5 153
Dotations aux provisions	-	-
Reports en fonds dédiés	350 000	350 000
Autres charges	253 609	202 401
<b>Total II</b>	<b>993 944</b>	<b>764 674</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>188 556</b>	<b>23 890</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	9 838	2 985
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
<b>Total III</b>	<b>9 838</b>	<b>2 985</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	-	-
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
<b>Total IV</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>9 838</b>	<b>2 985</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>198 394</b>	<b>26 875</b>

<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	-	-
Sur opérations en capital	-	-
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
<b>Total V</b>	-	-
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	-	-
Sur opérations en capital	-	-
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
<b>Total VI</b>	-	-
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	-	-
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts (VIII)	2 361	-
<b>Total des produits (I+III+V+IX)</b>	<b>1 192 338</b>	<b>791 549</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X)</b>	<b>996 305</b>	<b>764 674</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>196 033</b>	<b>26 875</b>

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature	-	-
Prestations en nature	-	106 340
Bénévolat	-	-
<b>TOTAL</b>	-	<b>106 340</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature	-	-
Mises à disposition gratuite de biens	-	-
Prestations en nature	-	106 340
Personnel bénévole	-	-
<b>TOTAL</b>	-	<b>106 340</b>

## **ANNEXE**

### **Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre**

Le Fonds de dotation de l'emploi à domicile, préfigurant la Fondation du Domicile, en tant qu'organisme d'intérêt général à but non lucratif, a notamment pour objet :

- De soutenir et financer, ainsi que de mettre en œuvre des projets ou toute action visant à :
  - Argumenter ou nourrir la réflexion sur le rôle du domicile au sein de la société, par l'organisation de débats, de manifestations permettant la valorisation de connaissances sur ces enjeux.
  - Comprendre et éclairer les enjeux du domicile au sein de la construction sociale, par l'observation et l'analyse des pratiques sociales et de travail qui s'y déploient.
  - Proposer des modèles de référence et d'action permettant l'amélioration de la qualité de vie, de l'interpénétration des espaces de vie personnelle, familiale et professionnelle, de l'accompagnement des besoins sociaux des familles et des ménages, de l'accompagnement des personnes fragiles et/ou en situation de handicap, et de l'accompagnement des parcours liés au vieillissement de la population et à la dépendance.
- De favoriser par des moyens humains, financiers et matériels, la création d'une Fondation reconnue d'utilité publique, qui sera dénommée "Fondation du Domicile" ;
- D'assurer et de coordonner l'ensemble des démarches de création et de reconnaissance d'utilité publique ;
- De réaliser toute activité mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de cet objet.

En conséquence, le Fonds de dotation pourra recevoir et gérer, en les capitalisant, les biens et droits de toute nature qui lui sont apportés à titre gratuit et irrévocable, en vue de redistribuer à toute œuvre contribuant à l'objet défini au présent article, identifiée par le Conseil d'Administration en tant que projet éligible.

Il pourra à cette fin prendre en charge les dépenses de toute nature, et ainsi :

- Financer et soutenir tout investissement et toutes actions d'intérêt général, visant à la mise en place des services décrits ci-dessus ;
- Financer la création, le développement et le soutien des projets ayant des objets analogues ou complémentaires.

### **Règles et méthodes comptables**

Les comptes annuels présentés ci-contre laissent apparaître au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 un total de 1 679 633 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, un résultat de 196 033 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023. L'exercice précédent avait une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

**Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.**

### **Règles et méthodes comptables**

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n°2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (hors changements de méthodes impliqués par les nouveaux règlements et présenté en début d'annexe),
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

**Les immobilisations corporelles** sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production,

**Les amortissements pour dépréciation** sont calculés suivant le mode de vie linéaire en fonction de la durée de vie prévu des biens.

**Les créances** sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

### **Changement de méthode comptable et de présentation**

Néant

### **Informations relatives au bilan**

- Honoraires du Commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du CAC versés sur l'exercice au titre de la certification des comptes s'élève à 3 822 € TTC

- Contributions volontaires

#### ***NATURE ET EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES***

<b>Contributions volontaires</b>		<b>Montant</b>
Mise à disposition de personnel (1)		0
TOTAL		0 €

### **Autres Informations :**

#### **Engagements sur subventions :**

Les engagements donnés au 31 décembre 2023 s'élèvent à 207 500 et sont couverts par des fonds dédiés d'un montant de 735 976 €.

Les subventions qui ont fait l'objet d'un accord du Conseil d'Administration, pour lesquels les conventions ont été retournées signées et ayant fait l'objet d'acomptes s'élèvent 330.000 €

### **Informations relatives à la rémunération des dirigeants**

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevée à 2 438,99 €

La rémunération brute du trésorier en 2023 est de 1 511.32 € plus les charges sociales pour 927.67 € soit un total de 2 438.99 €.

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais établissement, recherche et développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions brevets licences marques logiciels	6 607	50 355		56 962
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>6 607</b>	<b>50 355</b>	<b>0</b>	<b>56 962</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol autrui				
- Installations générales, agencements aménag. const.				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Autres immobilisations Corporelles	0	5 059		5 059
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0</b>	<b>5 059</b>	<b>0</b>	<b>5 059</b>
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	50	0		50
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
<b>Immobilisations financières</b>	<b>50</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>6 657</b>	<b>55 414</b>	<b>0</b>	<b>62 070</b>

## Notes sur le bilan

## Amortissement des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais établissement, recherche et développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions brevets licences marques logiciels	8 852	12 457		21 309
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>8 852</b>	<b>12 457</b>	<b>0</b>	<b>21 309</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol autrui				
- Installations générales, agencements aménag. const.				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Autres immobilisations corporelles	0	316		316
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0</b>	<b>316</b>	<b>0</b>	<b>316</b>
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Amortissements dérogatoires Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL Provisions réglementées</b>				
Pour litiges Autres provisions pour risque Pour pensions et obligations Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions pour charge				
<b>TOTAL Provisions</b>				
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur autres immobilisations financières Sur comptes clients Autres dépréciations				
<b>TOTAL Dépréciations</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>				

### - Dettes et créances

#### Etat des échéances des créances et des dettes

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>	50		50
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances clients et comptes rattachés			
Créances reçues par legs ou donations			
Autres	300 000	300 000	
Charges constatées d'avance			
<b>Total</b>	<b>300 050</b>	<b>300 000</b>	<b>50</b>



**Produits à recevoir**

	Montant
Créances clients et comptes rattachés - produits à recevoir	
Personnel - produits à recevoir	
Charges sociales - produit à recevoir	
Impôts et taxes - produits à recevoir	
Divers - produits à recevoir	300 000
Disponibilités - produits à recevoir	
<b>Total</b>	<b>300 000</b>

## Dettes

### Etat des dettes

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunt et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	319 042	319 042		
Dettes des legs et donations				
Dettes fiscales et sociales	8 062	8 062		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	50 000	50 000		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>377 104</b>	<b>377 104</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(\*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(\*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(\*\*) Dont envers les associés

### Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	25 383
Personnel - congés à payer	
Personnel - autres charges à payer	928
Charges s/provision congés à payer	
Organismes sociaux à payer	
Etat charges a payer	
Autres charges à payer	
<b>Total</b>	<b>26 311</b>

## Tableau de variations des fonds propres

**Tableau de variation des fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture			Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
	Montant global avant règlements ANC n°2018-06 et 2019-04	Impacts des règlements ANC n°2018-06 et 2019-04	Montant global avec règlements ANC n°2018-06 et 2019-04 au 01/01/ 2020				
Fonds associatifs sans droit de reprise	343 645		343 645	26 875			370 520
Fonds propres sans droit de reprise			-				-
Fonds associatifs avec droit de reprise			-				-
Fonds propres avec droit de reprise			-				-
Réserves			-				-
Report à nouveau			-				-
Excédent ou déficit de l'exercice	26 875		26 875	-26 875	196 033		196 033
<b>Situation nette</b>	<b>370 520</b>	<b>0</b>	<b>370 520</b>	<b>0</b>	<b>196 033</b>	<b>0</b>	<b>566 553</b>
Fonds propres consommables			-				-
Subventions d'investissement			-				-
Provisions réglementées			-				-
<b>TOTAL</b>	<b>370 520</b>	<b>0</b>	<b>370 520</b>	<b>0</b>	<b>196 033</b>	<b>0</b>	<b>566 553</b>

## Tableau de suivi des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contributions financières d'autres organismes							
Dons manuels IRCEM	618 476	350 000	232 500			735 976	
<b>TOTAL</b>	<b>618 476</b>	<b>350 000</b>	<b>232 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>735 976</b>	<b>-</b>